

ANALYSE DE LA PRESSE

Mai 2012

1. A la une : « Nouvelle ère » dans les relations franco-turques
2. Le dossier du mois : Différends énergétiques entre Chypre et la Turquie
3. Economie
4. International
5. Turquie
6. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Mai 2012)

Préparée par Mehtap Eryikit

1. A la une :

« Nouvelle ère » dans les relations franco-turques

La citation du mois

« Nous espérons que la nouvelle période en France soit très différente de la précédente dans les rapports turco-français »

Recep Tayyip Erdogan, Le Figaro.fr, AFP, 07/05/2012).

Au lendemain de l'élection du socialiste François Hollande à la présidence de la République française, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a félicité le Président français pour sa victoire en souhaitant « une nouvelle ère » dans les relations franco-turques et européennes, tout en déclarant son optimisme à ce sujet (*Le Figaro.fr, AFP, 11/05/2012*).

Le Premier ministre turc a annoncé « s'attendre à des changements dans les relations turco-françaises » en déclarant : « Nous espérons que la nouvelle période en France soit très différente de la précédente dans les rapports turco-français ». Recep Tayyip Erdogan a par ailleurs souhaité que « les messages populistes exprimés lors de la campagne présidentielle française ne se reflètent pas dans la pratique, en politique ». Si cela est le cas « cela aura un impact défavorable sur les relations Turquie-France » a-t-il ajouté (*Le Figaro.fr, AFP, 07/05/2012*).

Le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu a lui aussi souhaité un renouveau en déclarant : « Nous espérons tous que l'arrivée de M. Hollande au pouvoir donne un nouvel élan aux relations entre la Turquie et l'Union européenne » (*Le Figaro.fr, AFP, 18/05/2012*).

Le nouveau Président français, François Hollande et son homologue turc, Abdullah Gül, se sont rencontrés, en marge du sommet de l'Otan à Chicago. Selon Laure Marchand, journaliste au Figaro, « cette prise de contact indique une volonté de part et d'autre de revivifier les relations bilatérales. Plombées par l'opposition de Nicolas Sarkozy à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne et la susceptibilité turque, elles étaient devenues exécrables » (*Le Figaro.fr, AFP, 18/05/2012*).

Après sa rencontre avec François Hollande, Abdullah Gül a déclaré à des journalistes turcs que la position du nouveau Président français était « à l'opposé » de celle de Nicolas Sarkozy, avant d'ajouter que « les deux nations n'avaient pas de conflit d'intérêt et, par conséquent, pas de raison d'agir comme des ennemis » (*Challenges.fr, AP, 22/05/2012*).

La nomination de Laurent Fabius a néanmoins ravivé quelques inquiétudes. Le ministre des Affaires étrangères est connu pour ses « prises de position passées en faveur d'un partenariat privilégié » entre la Turquie et l'UE, sans oublier le spectre d'une nouvelle loi pénalisant la négation du génocide arménien (*Le Figaro.fr, AFP, 18/05/2012*).

2. Dossier du mois :

Différends énergétiques entre Chypre et la Turquie

Divisée depuis 1974, Chypre constitue un point stratégique pour le contrôle des ressources énergétiques de l'île, suscitant ainsi des convoitises. La Turquie reste cependant claire à ce sujet : Ankara refuse que les autorités chypriotes-grecques, qui contrôlent le sud de l'île, exploitent les ressources naturelles de Chypre tant que l'île n'est pas réunifiée.

Le gouvernement turc a démarré l'exploration en inaugurant « un puits de forage terrestre près de la ville de Trikomo dans la partie de Chypre sous son contrôle ». Durant une cérémonie officielle, le 26 avril, le ministre turc de l'énergie, Taner Yildiz, avait affirmé aux côtés de Dervis Eroglu, le « président » de la République turque de Chypre du Nord (RTCN) l'importance de ces initiatives en déclarant : « Nous accordons une grande importance à ces travaux. Pas seulement parce qu'il s'agit d'extraire du pétrole et du gaz, mais aussi parce qu'ils ont une importance stratégique. Je pense que ce projet peut servir la paix dans l'île » (*Le Monde.fr*, 13/05/2012).

L'accord donné par la Turquie fin avril à la société pétrolière nationale turque (TPAO) pour entamer « des explorations dans six zones maritimes, dans les eaux territoriales chypriotes », se heurte aux autorités chypriotes grecques, membre de l'Union européenne depuis 2004, qui condamne les « provocations turques » (*Le Monde.fr*, 13/05/2012). Le porte-parole du gouvernement de Nicosie, Stefanos Stefanou, a estimé que la Turquie violait le droit international notamment le droit maritime en accordant des licences pétrolières « dans des zones qui se trouvent dans la zone économique exclusive de la République de Chypre » (*Le Monde.fr*, 13/05/2012).

Ankara quant à elle « accuse Nicosie de vouloir s'approprier des ressources sur lesquelles elle estime avoir un droit de regard. En rétorsion, la Turquie a tracé ses propres zones économiques exclusives autour des côtes chypriotes, au nord, en septembre, et y a envoyé un navire d'exploration » (*Le Monde.fr*, 13/05/2012).

Par ailleurs, le ministère turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, a appelé « les consortiums candidats à un appel d'offre chypriote grec sur l'exploration pétrolière et gazière au large de l'île à se retirer, les menaçant sinon de les exclure de tout projet de coopération en Turquie » (*Le Point.fr*, AFP, 18/05/2012). Les offres ont été déposées lors d'enchères portant sur 12 blocs d'exploration pétrolière et gazière au large de l'île méditerranéenne par quinze sociétés et consortiums dont le français Total, le malaisien Petronas et l'américain ATP (*Le Point.fr*, AFP, 18/05/2012).

Un communiqué du ministère a ainsi invité « les pays et les compagnies pétrolières concernées à se comporter avec bon sens en renonçant à toute activité dans cette zone maritime à l'origine de différends liés à la question chypriote, et en se retirant de l'appel d'offre en question » avant d'ajouter : « Il sera hors de question d'inclure les compagnies qui auront coopéré avec l'administration chypriote grecque dans les projets énergétiques futurs en Turquie » (*Le Point.fr*, AFP, 18/05/2012).

La décision finale sera prise par le gouvernement chypriote grec dans les six mois à venir, afin de déterminer les conditions d'exploitation des ressources énergétiques portant sur 12 des 13 blocs (*Le Point.fr*, AFP, 18/05/2012).

Ces tensions jettent ainsi une fois de plus « de l'huile sur le feu » dans les déjà longues négociations en vue d'une réunification de l'île. Sans oublier le refus de la Turquie de reconnaître le gouvernement chypriote grec alors qu'elle va assumer la présidence tournante de l'Union européenne dès le 1er Juillet prochain.

Le président chypriote Demetris Christofias a de son côté dénoncé lors d'une conférence de presse à Vienne « l'attitude inacceptable » d'Ankara en estimant que les prises de positions turques « penchent vers les menaces » tout en précisant vouloir « une Chypre réunifiée » (*Le Point.fr*, 21/05/2012)

3. Economie

« Dette Turque abaissée à stable (S&P) »

« L'agence de notation financière Standard & Poor's (SP) a abaissé de "positive" à "stable" la note de la dette long terme de la Turquie, en raison d'une possible dégradation de sa balance commerciale. "Une demande extérieure moins ferme et des conditions commerciales qui se dégradent (le prix des exportations comparé à celui des importations) ont, selon nous, rendu plus délicat le rééquilibrage économique" du pays, selon un communiqué. Cela peut peser sur la note de la Turquie étant donné sa "dette extérieure élevée et la dépendance du budget de l'Etat aux impôts indirects", analyse l'agence, qui réaffirme la note de « BB » en devises.

Cette note ne devrait pas évoluer avant douze mois, précise SP. L'agence considère que le pays est dépendant des financements extérieurs pour alimenter sa croissance. La forte croissance des dernières années, que SP estime supérieure à 8% par an, "a été surtout alimentée par une expansion rapide du crédit intérieur, financé principalement par des emprunts extérieurs à court-terme, auprès des banques". Ces crédits ont gonflé la demande intérieure, "contribuant à la croissance rapide du PIB" notamment par l'importation massive de biens de consommation. » (*Le Figaro.fr*, *AFP*, 01/05/2012).

« Turquie: Erdogan accuse S&P »

En réaction à la note attribuée par l'agence de notation financière Standard & Poor's (SP) à la Turquie, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a critiqué l'agence de notation lors d'un discours télévisé à Istanbul, en évoquant une discrimination : « J'ai trouvé cette décision très étrange (...) Personne n'est dupe (...). SP a abaissé de positive à stable la note de la Turquie (....) mais relève par contre la note de la Grèce. C'est absurde, il s'agit d'une attitude totalement idéologique ». Le leader du parti de la Justice et du Développement (AKP) a par la suite déclaré « ne plus reconnaître SP comme une institution crédible d'évaluation financière ». Selon l'agence Anatolie, le ministre des Finances, Mehmet Simsek, a quant à lui reproché à l'agence de s'être basé sur des données dépassées dans son rapport (*Le Figaro.fr*, *AFP*, 03/05/2012).

« La Turquie et Dubaï profitent du bouleversement du tourisme régional »

« La Turquie et la ville de Dubaï apparaissent comme les principaux bénéficiaires du recul du tourisme dans les pays du Printemps arabe, selon des professionnels participant cette semaine à un salon du voyage. (...) La Turquie a accueilli 1,4 million de touristes arabes pendant les huit premiers mois de 2011, contre 1,2 million en 2010. Leur nombre total doit atteindre les 1,7 million pour l'année 2011.

« Le nombre de touristes égyptiens allant en Turquie a augmenté de 400% en 2011 », a souligné Ahmed Youssef, un responsable de la compagnie Amadeus, fournisseur de technologie de l'information pour des opérateurs touristiques, pour illustrer les bouleversements de la carte touristique régionale. (...) Selon des statistiques de l'Organisation mondiale du tourisme, publiées en mars, le nombre de touristes au Moyen-Orient a diminué de 8,4% en 2011 à 54,8 millions, après une augmentation de 14,9% en 2010 » (*Le Parisien.fr, AFP, 06/05/2012*).

Turquie: 16 mds USD d'investissements étrangers directs en 2011 (Erdogan)

« "La Turquie a reçu en 2011 16 mds de dollars d'investissements directs étrangers. C'est une hausse de 76% par rapport à 2010" a déclaré Recep Tayyip Erdogan lors d'un discours à la réunion annuelle du Conseil consultatif pour l'investissement turc, qui a eu lieu le 11 mai à Istanbul. M. Erdogan a assuré que son gouvernement ne laisserait pas entraîner dans une « politique populiste » en matière de finances et continuera d'établir un climat de confiance pour les IDE.

L'Europe, grâce à sa proximité géographique et à l'étroitesse de ses liens commerciaux, est le premier investisseur direct en Turquie qui a enregistré une forte croissance de 8,5% en 2011. La directrice générale du Fonds Monétaire International (FMI), Christine Lagarde, [a assisté] aussi à cette réunion et doit s'entretenir avec M. Erdogan. La Turquie, pays d'environ 73 millions d'habitants, puissance politique régionale et 17e économie mondiale, avait enregistré une croissance de 8,9% en 2010 » (*Les Echos.fr, 11/05/2012*).

« Le gazoduc Nabucco risque de tomber à l'eau »

« Les défenseurs du projet de gazoduc Nabucco se font de moins en moins nombreux (...) l'un de ses principaux actionnaires, l'allemand RWE, a reconnu envisager son retrait du projet, confirmant des informations de l'hebdomadaire « Der Spiegel ». « Nous étudions ce projet afin de voir si nos objectifs stratégiques et commerciaux sont toujours respectés », a indiqué le deuxième groupe énergétique allemand. Voilà trois semaines, un autre actionnaire, le hongrois Mol, avait affiché ses doutes, annonçant qu'il n'entendait plus participer au financement du gazoduc. Il est aujourd'hui prêt à céder sa participation.

Lancé voilà dix ans, le projet Nabucco vise à acheminer du gaz de Mer Caspienne en Europe, afin de réduire la dépendance du Vieux Continent vis-à-vis de la Russie. Soutenu par Bruxelles, ce projet d'au moins 12 milliards de dollars a un actionariat hétéroclite. On y trouve pêle-mêle l'allemand RWE, l'autrichien OMV, le hongrois Mol, le roumain Transgaz, le bulgare Bulgargaz et le turc Botas. Chacun d'entre eux a une participation de près de 17 %. Cet émiettement a posé des problèmes de management et empêché une réelle prise en main du projet.

Autre problème de fond : l'absence de fournisseur : faute d'avoir sécurisé un approvisionnement en gaz, Nabucco n'a cessé d'accumuler les retards ces dernières années. « L'Europe s'y est prise à l'envers. Il fallait d'abord avoir le gaz avant de démarrer le projet », estime Thierry Bros, analyste chez Société Générale.

Aujourd'hui, ce gazoduc d'une capacité de 31 milliards de mètres cubes est en concurrence avec deux autres projets pour transporter le gaz issu du gisement de ShahDeniz 2, en Azerbaïdjan. Le premier d'entre eux, TAP (Trans Adriatic Pipeline) est mené par l'allemand E.ON et le norvégien Statoil, et le second, SEEP (South East European Pipeline) par BP. Les actionnaires de Shah Deniz 2, qui comprennent BP, Total et Statoil, devraient éliminer l'une des propositions en juin, avant de choisir le lauréat, mi-2013. Pour accroître leurs chances, les actionnaires de Nabucco travaillent sur une version réduite, qui démarrerait à la frontière entre la Bulgarie et la Turquie. Appelée « Nabucco West », elle serait reliée à un autre projet de gazoduc trans-anatolien (Tanap), mené par la Turquie et l'Azerbaïdjan.

Nabucco pâtit enfin de la concrétisation prochaine du South Stream, un projet de gazoduc qui doit relier la Russie à l'Europe, via la mer Noire. Mené par Gazprom et ENI, ce chantier de 25 milliards de dollars a reçu le soutien d'EDF et BASF. Le démarrage de la construction pourrait intervenir en décembre 2012, pour une mise en service à l'horizon de 2015 » (*Les Echos.fr*, 15/05/2012).

« AXA cible l'assureur-vie turc Finans Emeklilik »

« L'assureur français a déposé une offre pour la branche d'assurance-vie de la banque turque Finansbank. AXA n'a jamais caché sa volonté de passer la vitesse supérieure en Turquie, l'un des pays les plus prometteurs pour l'assurance. Le groupe français est aujourd'hui sur les rangs pour racheter Finans Emeklilik, la petite branche d'assurance-vie de la banque turque Finansbank (37 millions d'euros de primes en 2010), elle-même détenue par National Bank of Greece. (...) »

La transaction pourrait comprendre un accord de bancassurance. En mars, Reuters évoquait également un intérêt de la part de l'assureur japonais Sampo Insurance et du néerlandais Aegon.

Numéro un de l'assurance-dommages en Turquie, AXA ne détient en revanche que 2 % de part de marché. Son objectif est d'arriver à prendre à terme « au moins » 10 % du marché, comme l'annonçait aux « Echos » Jean-Laurent Granier, le patron de la région Méditerranée et Amérique latine.

L'an dernier, il avait déjà tenté, en vain, de racheter Deniz Emeklilik, la filiale d'assurance-vie turque du groupe bancaire franco-belge Dexia. Alors que l'américain MetLife avait emporté la mise pour 162 millions d'euros, AXA avait expliqué ne pas avoir voulu surpayer une acquisition de petite taille. Il avait alors préféré conforter ses positions en assurance-dommages en nouant un partenariat de distribution exclusif avec Denizbank » (*Les Echos.fr*, 16/05/2012).

« La crise dans la zone euro pèse sur la croissance de ses voisins (Berd) »

« La crise dans la zone euro va nettement faire ralentir la croissance en 2012 des économies émergentes d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, a estimé [le 18 mai] la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd). (...) »

Deux facteurs liés à la crise de la zone euro pèsent plus particulièrement sur l'ensemble de ces pays: une raréfaction des crédits accordés par les banques européennes et une baisse de leurs débouchés commerciaux. (...) »

Après avoir enregistré une croissance spectaculaire de 8,5% en 2011, la Turquie va subir « un ralentissement très significatif », prévient encore la banque. Plus les pays sont éloignés géographiquement de la zone euro et mieux ils se portent (...) » (*Les Echos.fr*, 18/05/2012).

« Le coréen Hyundai-Kia inaugure ses nouvelles installations en Turquie »

« La firme automobile a investi 475 millions d'euros pour fabriquer des petites voitures en Turquie. Le groupe écoule davantage de véhicules en Europe (5,8% de part de marché) que Citroën (5,6%)! (...) La firme a ainsi inauguré le 17 mai dernier ses nouvelles installations en Turquie. Elle a investi 475 millions d'euros et créé 750 emplois pour y produire des petits modèles (...) Hyundai démarre actuellement la fabrication en Turquie de la nouvelle i20, une concurrente des Renault Clio, Peugeot 208 ou autres Volkswagen Polo. Objectif: une production de 120.000 unités annuelles. Et ce n'est pas terminé: fin 2013, Hyundai fabriquera également en Turquie sa i10, une voiture d'entrée de gamme rivale de la Renault Twingo ou de la Fiat Panda (...) Avec la i20, Hyundai produira en Europe (Turquie comprise) 70% environ de ses véhicules commercialisés sur le Vieux continent (...) » (*La Tribune.fr*, 22/05/2012).

« La Turquie appelle l'Europe à ne pas laisser la Grèce « s'effondrer »

« Le vice-Premier ministre turc Ali Babacan a appelé jeudi à Paris les partenaires européens de la Grèce à ne pas laisser ce pays sortir de la zone euro et « s'effondrer ». « Concernant la Grèce, depuis le tout début des difficultés, au cours de toutes les réunions (...) avec nos partenaires européens ou tous les G20 auxquels j'ai assisté, notre très ferme position a été qu'il ne fallait pas permettre un effondrement de la Grèce », a-t-il déclaré. « Nous pensons que le coût pour l'économie mondiale d'un effondrement de la Grèce est bien plus élevé que celui de son sauvetage », a-t-il poursuivi, au cours d'un point de presse à l'issue de la réunion ministérielle de l'OCDE qu'il a présidée.

« Il est très important qu'il y ait une forte solidarité au sein de la zone euro. Autoriser un de ses membres à en sortir (...) revient à ouvrir une boîte de Pandore », a ajouté le vice-Premier ministre chargé des Affaires économiques et financières. » (*Les Echos.fr*, *AFP*, 24/05/2012)

« Dexia : Denizbank va être vendue à la russe Sberbank »

« A l'issue d'un processus compétitif, le groupe Dexia et Sberbank ont décidé ce jour d'engager des négociations exclusives en vue de la cession de Denizbank » a indiqué la banque franco-belge dans un communiqué le jeudi 24 mai. Le prix de la transaction pourrait atteindre 3 milliards d'euros, selon un proche du dossier. Il a été relevé depuis le retour récent de Sberbank dans les négociations. La banque russe était sortie des négociations en novembre 2011. (...)

Dexia indique avoir réussi à maintenir le suspens jusqu'au bout : il y avait en effet encore deux acheteurs potentiels jusqu'à la nuit dernière. La banque espère que l'opération sera effective dans les prochaines semaines, en tout cas avant l'automne. (...) La cession de Denizbank est par ailleurs « une étape majeure dans la mise en œuvre du plan de résolution ordonné annoncé à l'automne 2011 », ajoute Dexia. (...)

Bien que Denizbank ne soit pas l'une des plus grandes banques du marché en Turquie, dominé par quatre grands établissements, elle est considérée comme étant bien gérée. En 2011, elle a dégagé en 2011 un bénéfice avant impôt de 270 millions d'euros, en hausse de 6%. De son côté, Sberbank, première banque en Russie. Elle est aussi publique car actuellement détenue à 57,6% par la Banque centrale de Russie (BCR) » (*La Tribune.fr*, 24/05/2012).

4. International

Refus d'extrader le vice président irakien

Après s'être réfugié auprès des autorités de la région autonome du Kurdistan irakien, au Qatar puis en Arabie saoudite, le leader sunnite, Tarek al-Hachémi se trouve depuis un mois en Turquie (*Le Figaro.fr*, 09/05/2012).

Accusé par Bagdad d'avoir commandité « l'assassinat de six juges et de plusieurs officiels irakiens », et malgré la diffusion par Interpol d'une notice rouge, une demande d'arrestation internationale, le gouvernement turc a refusé d'extrader le vice-président irakien Tarek al-Hachémi (*Le Figaro.fr*, 09/05/2012). En dépit de cette « notice rouge », Recep Tayyip Erdogan, a affirmé que Tarek al-Hachémi était sous la protection de l'Etat turc, en soulignant : « Nous l'avons soutenu et nous continuerons à le soutenir » (*Le Figaro.fr*, 09/05/2012).

Le vice-Premier ministre turc Bekir Bozdag a, selon l'agence de presse Anatolie, déclaré à des journalistes ne pas vouloir procéder à l'extradition en affirmant : « Nous n'extraderons pas quelqu'un que nous avons soutenu depuis le début (...) Notre position à ce sujet est claire » avant d'ajouter « Il se trouve en Turquie pour des raisons médicales ». Bekir Bozdag a par la suite souligné qu'une demande d'extradition avait également été faite par la Turquie pour « les commandants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) », mais qui n'a pas fait l'objet de réponse « favorable de la part du gouvernement irakien » (*Le Parisien.fr*, 09/05/2012).

Les relations entre Bagdad et Ankara semblaient déjà depuis fin avril tendues, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan avait notamment accusé Nouri al-Maliki d'attiser les contentions ethniques. Le pouvoir chiite avait quant à lui répliqué en dénonçant une ingérence turque dans ses affaires intérieures en qualifiant la Turquie d'« État hostile » pour la région (*Le Figaro.fr*, 09/05/2012).

Violences en Syrie et regain de tension avec la Turquie

Les violences en Syrie perdurent, Damas continue de violer le droit international en dépit du cessez-le-feu prévu par le plan Annan et du déploiement d'observateurs dans le pays.

La Turquie qui a, depuis le début des violences, affiché son opposition face au régime syrien en appelant notamment Bachar el-Assad à quitter le pouvoir, continue d'accueillir sur son sol des réfugiés et opposants syriens dont le nombre atteint 23.000 personnes (*L'Express.fr*, AFP, 06/05/2012). Malgré la libération des deux journalistes Adem Özköse et Hamit Coskun, détenus depuis près de deux mois en Syrie, (*Le Parisien.fr*, AFP, 12/05/2012), les relations entre Ankara et Damas continuent de se détériorer.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), des hélicoptères de l'armée syrienne ont bombardé des localités kurdes hostiles au régime de Bachar el-Assad près de la frontière turque (*Le Point.fr*, AFP 25/05/2012). Le président de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane, a fait état d'une vingtaine de blessés parmi les habitants (*Le Figaro.fr*, AFP, 25/05/2012).

De plus, le ministre turc de l'Intérieur Idris Naim Sahin a déclaré à la télévision turque NTV que la Syrie « ferme les yeux » sur « l'établissement de rebelles kurdes dans des zones situées près de la frontière turque » en territoire syrien, évoquant ainsi un « acte de vengeance » (*Challenges.fr, AP, 23/05/2012*)

Par ailleurs, treize pèlerins chiites libanais ont été enlevés le 22 mai en Syrie, dont leur libération et leur arrivée en Turquie avaient été initialement annoncées par les autorités libanaises (*L'Express.fr, AFP, 25/05/2012*). Cependant leur sort reste incertain car selon l'opposition syrienne, ces pèlerins sont toujours entre les mains de leurs ravisseurs (*Le Parisien.fr, AFP, 27/05/2012*).

5. Turquie

Rédaction d'une nouvelle constitution

Le Parlement turc s'est attelé à la rédaction d'une nouvelle constitution plus démocratique avec pour projet d'« effacer toute empreinte des généraux putschistes » qui pourrait être achevée d'ici la fin de l'année et soumise à un referendum (*Le Point.fr, AFP, 08/05/2012*).

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a réaffirmé vouloir « transformer le système parlementaire actuel en système présidentiel » en déclarant : « Nous allons discuter de tout cela, qu'il s'agisse d'un système présidentiel ou semi-présidentiel », avant d'ajouter qu'il reviendrait au Parlement d'en décider. Le texte, selon le Premier ministre, devra « mettre en avant le citoyen et non l'Etat » (*Le Point.fr, AFP, 08/05/2012*).

Les réactions ne se sont pas fait attendre, les ambitions du Premier ministre turc ont suscité un refus mais également des interrogations parmi l'opposition : « On vit déjà sous un semi-diktat, allons-nous vers une dictature constitutionnelle ? » s'est interrogé l'ex-juge à la Cour européenne des droits de l'Homme et député du principal du Parti républicain du peuple (CHP), Riza Türlen. Devlet Bahçeli, le leader du parti du mouvement nationaliste (MHP) a, quant à lui, affirmé ne pas être favorable à un système présidentiel (*Le Point.fr, AFP, 08/05/2012*).

Le rédacteur en chef du journal Hürriyet Daily News, Murat Yetkin, appuie quant à lui cette position en soulignant : « Si tout se passe comme il (Erdogan) le souhaite, et qu'il devient le premier Président de Turquie avec des pouvoirs à l'américaine ou à la française, il y aura débat sur la séparation des pouvoirs » (*Le Point.fr, AFP, 08/05/2012*).

Le parti pro-kurde de la paix et de la démocratie (BDP) souhaite de son côté « des droits accrus pour les 12 à 15 millions de Kurdes (sur une population de 73 millions), ce à quoi sont opposées les autres formations » (*Le Point.fr, AFP, 08/05/2012*).

Afin de bâtir ce quatrième texte, en vigueur depuis la création de la République turque en 1923, la société civile ainsi que les minorités religieuses ont été consultées par une commission parlementaire spéciale (*Le Point, 08/05/2012*). L'actuelle constitution héritée des militaires après le coup d'état de 1980, devrait ainsi devenir plus démocratique et plus respectueuse « des libertés fondamentales et des minorités, notamment des Kurdes » (*Libération.fr, AFP, 05/05/2012*).

De nouveaux heurts entre le gouvernement turc et le PKK

Trois soldats turcs ont été tués par des terroristes du PKK lors d'une opération dans la province de Tunceli dans le sud est de la Turquie. Selon les forces de sécurité, l'opération a été « perturbée par la pluie et le brouillard » (*Le Figaro.fr, Reuters, 04/05/2012*).

Quelques jours plus tard, trois « rebelles kurdes » du PKK ont trouvé la mort selon l'agence de presse Anatolie lors d'une opération de ratissage dans une zone rurale proche d'Ovacik toujours dans la province de Tunceli (*Le Figaro.fr, AFP, 23/05/2012*).

Par ailleurs, la députée kurde Leyla Zana, âgée de 51 ans, a été condamnée une seconde fois à dix années de prison pour violation à plusieurs reprises (neuf fois) de « la loi antiterrorisme », en affichant son soutien au PKK et à son chef Abdullah Öcalan dans des discours (*Libération.fr, 24/05/2012*).

Attaque suicide contre un commissariat à Kayseri

Deux policiers ont perdu la vie et seize civils, dont plusieurs enfants, ont été blessés suite à une attaque suicide contre un commissariat dans la province de Kayseri selon l'agence de presse Anatolie (*Le Point.fr, AFP, 25/05/2012*).

L'incident s'est déroulé dans le centre de la Turquie où une voiture piégée conduite par deux kamikazes a explosé. Le ministre de l'Intérieur, Idris Naim Sahin, a précisé que les deux suspects ont « foncé sur un poste de contrôle paramilitaire et fait exploser la voiture devant le commissariat de Pinarbasi » (*Le Nouvel Observateur, AP, 25/05/2012*). Le ministre de l'Intérieur a affirmé que le véhicule en question avait « échappé plus tôt dans la matinée à un contrôle effectué par la gendarmerie à Kahramanmaras (sud) et a estimé que le commissariat n'était sans doute pas l'objectif initial des assaillants, mais plutôt une cible choisie en dernière minute » (*Le Point.fr, AFP, 25/05/2012*).

6. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Mai 2012)

Challenges

Les Echos

Emmanuel Grasland
Laurent Thevenin

L'Express

Le Figaro

Laure Marchand

Libération

Le Monde

Guillaume Perrier

Le Nouvel Observateur

Le Parisien

Le Point

Charlotte Chaffanjon

La Tribune

Mathias Thépot
Alain-Gabriel Verdevoye